Journal des anthropologues

Association française des anthropologues

146-147 | 2016

Craquelures globalisées du religieux

La faillite du politique et la laïcité

De l'émancipation sociale ratée à la soumission religieuse

The Failure of Politics and Secularism: From Unsuccessful Social Emancipation to Religious Submission

Bernard Hours

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/jda/6491>

DOI : 10.4000/jda.6491

ISSN : 2114-2203

Éditeur

Association française des anthropologues

Édition imprimée

Date de publication : 15 novembre 2016

Pagination : 57-65

ISBN : 979-10-90923-12-6

ISSN : 1156-0428

Référence électronique

Bernard Hours, « La faillite du politique et la laïcité », *Journal des anthropologues* [En ligne], 146-147 | 2016, mis en ligne le 15 novembre 2018, consulté le 04 janvier 2020. URL : <http://journals.openedition.org/jda/6491> ; DOI : 10.4000/jda.6491

LA FAILLITE DU POLITIQUE ET LA LAÏCITÉ

De l'émancipation sociale ratée à la soumission religieuse

Bernard HOURS*

« Le surmoi collectif ne promeut que des idéaux de néant »
Lacan, *Écrits*, 1966

Ce texte n'entend pas analyser l'émancipation, encore moins la soumission, mais articuler le politique et le religieux. Les livres rouges, verts, ou de Corée du Nord, ont éclairé la seconde moitié du XX^e siècle d'une lumière crue autant qu'éphémère. Ces livres édifiants projetaient des sociétés idéales ou parfaites produites par des systèmes politiques de type socialistes déclinés autoritairement à travers la figure de leaders peu ou prou dictatoriaux frappés du sceau du culte de la personnalité. Ceux qui au XXI^e siècle se lancent dans ce registre font pâle figure, comme si la dévaluation universelle du politique frappait aussi les apprentis dictateurs à la Erdogan ou Orban.

Au siècle dernier le salut passait par les armes et la politique en société. Désormais, à en croire les jeunes filles et garçons qui partent en Syrie, les armes sont celles de l'islam, de ses textes multiples et plurivoques, de la *Charia* comme règle de vie ultime et

---

* UMR 245 CESSMA – Université Paris-Diderot /INALCO/IRD
Rue Albert Einstein, Bâtiment Olympe de Gouges, 75013 Paris cedex 13
Courriel : bernard.hours@ird.fr

définitive. Au *Mao is the best* des années 1960 fait place *Islam is the best* pour un nombre conséquent d'hommes et de femmes d'aujourd'hui, dont la taille et l'impact sont démultipliés par les spectacles médiatiques dont ils sont l'objet ou le prétexte. Le *djihad* semble se présenter aujourd'hui comme un substitut aux luttes révolutionnaires du XX^e siècle. Mais derrière une ressemblance de façade politique, le retour de la visibilité et de l'affirmation du religieux qu'accompagne une montée des populismes ne traduit-il pas le vide laissé par l'effacement des États-nations au profit d'un marché global ?

Les diverses formes d'incantation laïques formulées dans cette conjoncture soulignent l'actualité et la nécessité d'analyses distanciées dans un contexte idéologique de clichés réducteurs alimentés par des « penseurs » médiatiques, prisonniers du scénario de leur propre notoriété, particulièrement caricaturale en France. En Europe, la montée de gouvernements populistes et xénophobes est notable et si la notion de retour du religieux pose plus de questions qu'elle n'apporte de réponses, la dimension de marqueur identitaire des religions connaît un regain de visibilité passablement contradictoire pour des religions révélées dont le message est postulé universel. Les entreprises transnationales de salut produisent des identités mutuellement exclusives de fait, puisque le prosélytisme est leur principal instrument.

Ces questions seront abordées en se penchant d'abord sur l'envahissement moral du champ politique. L'autorité de l'État affaiblie par le marché contribue à cette perte de dignité générale du champ politique. La violence et le sentiment d'insécurité engendrés par cette évolution feront l'objet d'une seconde partie où le recul, voire l'effacement relatif de l'État protecteur, laisse la place à des normes morales qui font dès lors figure d'instance rassurante, réconfortante et digne. C'est pourquoi la justice de la société ne tenant pas ses promesses antérieures s'ouvrent celles d'une justice divine servie par des instruments de communication et de marketing. On observera enfin que la liberté à risques commence, pour certains, à devenir un fardeau et la laïcité l'illusion d'une croyance sans dieu.

Un champ politique envahi de morale

La fin de l'URSS, qui marque aussi la fin de XX^e siècle, a laissé place à un monde structuré par la mondialisation économique et financière doublée d'une globalisation morale qui a envahi en deux décennies le champ politique. L'axe du mal du calamiteux Georges Bush a bien fonctionné et de façon temporairement irréversible. Le 11 septembre, symbole d'un affrontement d'abord moral, a accompagné autant qu'il a provoqué cette évolution dans laquelle nous sommes engagés autant que pris au piège aujourd'hui.

L'État providence semble terrassé en Europe par la dette et la dépendance financière à l'égard du marché. Celle-ci engendre, de fait, une relative dépendance politique c'est-à-dire une imparable perte de souveraineté des États les plus endettés. Gouverner, c'est de moins en moins choisir et de plus en plus arbitrer entre des contraintes financières qui dictent et imposent les choix. L'État réalise ce qu'il peut financer, loin des promesses électorales qui l'affaiblissent une fois parvenu à des commandes assistées, non autonomes, comme à l'auto-école. Cet État faible paraît autant celui des démocraties condamnées à réduire la voilure sociale que celui des régimes autoritaires dits populistes qui fleurissent sur les ruines de l'État providence, là où il a existé, ou compensent l'impuissance de l'État par la surenchère démagogique et nationaliste. Dans le triangle des pouvoirs, entre État, marché, société civile, le marché a clairement affaibli les États sous pressions financières. L'autorité et la dignité de l'État de moins en moins souverain ont ainsi été singulièrement appauvries. Les normes de « bonne gouvernance » s'appliquent désormais aux États comme aux entreprises qui en sont le berceau. L'État semble de moins en moins une entité politique spécifique en position de surplomb d'une scène publique. Il tend à devenir une vaste entreprise publique, soumise aux mêmes critères de gestion d'évaluation que les entreprises privées, seulement une plus grosse « partie prenante » présumée moins efficace dans un contexte néolibéral intégriste dont le berceau américain offre une caricature en termes d'inégalités et de démocratie par l'argent.

L'incantation républicaine et citoyenne telle qu'elle est proférée en France ne modifie pas cette situation. Elle semble plutôt un aveu d'impuissance de la part de « pouvoirs publics » aux pouvoirs contraints et inaptes à opérer des « choix des sociétés » selon l'expression en usage au siècle précédent. Dans ce contexte la morale vient se substituer au politique pour offrir un registre de sens et une illusion de liberté aux citoyens devenus « citoyens consommateurs » de marchandises matérielles, culturelles, morales. Ces dernières fleurissent sur les étals télévisés chargés d'émotions, de réprobation sur « les droits » bafoués, d'indignations même. L'indignation est par nature hautement morale, plus que politique. Elle est produite par une conscience morale indignée par des faits choquants, inacceptables dit-on. Qui semblent inacceptables pour la conscience morale de tout un chacun, plutôt que pour une communauté politique apte à prendre des décisions et à se révolter pour marquer son désaccord et opérer un « choix de société » conforme à ses valeurs morales et politiques (enfin réunies). On mesure là l'un des impacts de l'action humanitaire qui a vulgarisé une moralité, une bonne conduite globale, profondément morale, dont se sont emparés les pouvoirs multilatéraux et les États pour se forger une fragile légitimité et masquer le vide politique de leurs projets de gestion paisible d'une reproduction à l'identique, peu productrice d'enthousiasme et d'engagement.

Ainsi, aux multiples formes de désengagement politique se substituent progressivement et clairement des émotions morales, souvent très abstraits, médiatiques par nécessité, volatils par nature, car appuyés sur des communautés virtuelles elles-mêmes hautement volatiles. Les formes de mobilisation qui s'y inscrivent nous mettent en présence d'expressions politico-morales pleines d'avenir dès lors que la figure de l'État n'est plus que celle d'un contremaître de la société, apte à sanctionner plutôt qu'à inspirer des initiatives, encore moins des alternatives qu'évoquent plutôt les messages religieux.

De l'insécurité à la foi en passant par la violence

Les sentiments d'insécurité frappent les citoyens consommateurs après les crises économiques et financières. Celles-ci ont accentué le chômage, la précarité et la flexibilité des emplois. Après la fin des trente glorieuses et l'apparition d'un État providence déchu et plombé de dettes, l'insécurité est largement développée dans la société. On peut la mesurer à la montée de partis fascistes autant qu'au développement de partis religieux fondamentalistes dans plusieurs pays. L'insécurité est entretenue par la violence qui préside au fonctionnement ancien de nos sociétés qui deviennent de plus en plus des marchés et de moins en moins des sociétés comme l'annonçait Polanyi. Le marché fait société et c'est bien son objectif en cours de réalisation. Son caractère amoral, voire immoral, et ses règles passablement sauvages permettent la montée de la souffrance au travail, de multiples chantages à l'emploi, d'une permanente précarité, d'une angoisse chronique de l'échec où sévissent les petits chefs. Dans cet univers où dominent l'inquiétude et la peur du lendemain, la solidarité a peu de place et elle s'acquiert *via* des dons aux ONG, afin de garder l'estime de soi dans ce paysage de chacun pour soi.

Où se rassurer, où retrouver une identité paisible, un futur sans angoisse ? « L'offre religieuse » selon l'expression actuelle vient opportunément proposer des normes, des références morales solides, des points d'appui qui arriment les sujets perdus et égarés dans ce monde de menaces quotidiennes dont celles de l'environnement et de la maladie ne sont pas les moindres. Parce que la gestion des risques est le programme essentiel et unique de la bonne gouvernance le citoyen consommateur se retrouve à la croisée de chemins tous dangereux, qu'il soit piéton ou automobiliste, en démocratie ou sous dictature. Angoissé pour être attentif et discipliné, son inquiétude est autant une condition qu'un obstacle à la « paix sociale », au silence de la soumission qui est la condition de la reproduction socio-économique à l'identique, tous risques maîtrisés, dont rêvent les institutions nationales et internationales.

La foi se présente alors comme une niche de sécurité, de dignité, plus ou moins hors de la violence et de la société, sauf engagement militant offensif qualifié désormais de terrorisme s'il s'agit de musulmans. Dans des univers sociaux confus, contradictoires, anxiogènes, fragiles, la croyance religieuse, voire la foi, apportent des certitudes, des repères stables, un arrimage moral essentiel à la production d'une identité apaisée. Les religions révélées sont d'autant plus sécurisantes qu'y est plus marqué l'encadrement du croyant, qui est invité à suivre un parcours déjà fréquenté qui produit une appartenance de type communautaire, toutes les ambiguïtés de ce terme restant à examiner. Garde-fou pour les uns, glaive salvateur pour les autres, la croyance religieuse apporte une certaine paix aux croyants, y compris dans sa forme offensive contre des ennemis construits de longue date. Là où la laïcité fragiliserait l'identité dès lors que la république étatique ne produirait plus de sécurité, la foi religieuse propose une totalité de sens qui inclut aussi bien la sphère du sacré que du profane, dont la frontière se dissout. Lorsque le champ politique profane ne produit plus sa pertinence, celle-ci s'évapore pour être aspirée par l'univers englobant par nature du sacré et c'est ainsi que la faillite du politique provoque celle de la laïcité que sa sacralisation ne suffit pas à sauver car elle entretient un affrontement devenu autant politique que religieux.

Le fardeau de la liberté

Après « la fatigue d'être soi » remarquablement analysée par Ehrenberg, surgit le fardeau de la liberté, sorte de fatigue collective d'être soi, tant la société de marché qui est la nôtre harasse le citoyen consommateur autant que les cohortes grégaires identifiées et exploitées sur Internet. Une liberté de choix en forme de fiction permanente est répétée en boucle, ton choix, puisque le tutoiement immédiat est de mise dans le monde de la réclame, mais aussi celui de tant d'autres « citoyens consommateurs » ou « amis numériques » scrupuleusement réunis et additionnés dans de multiples « avis de consommateurs » en forme de châteaux de cartes.

Nous voilà rassurés. Sauf que ces montages fictifs le sont tellement que la moindre expérience décevante provoque angoisse et colère contre ce collectif sans nom, usine du consensus mou, nécessaire à l'économie de marché. Vient alors le temps de la frustration, de l'insécurité, d'une quête de vérité dans cet univers *bling bling* contemporain en forme de drogue. À force d'avoir consommé des miroirs aux alouettes, le sujet, devenu consommateur inquiet, mais encore sujet quand même, se met en quête d'un horizon salvateur, d'une promesse d'apparence non marchande susceptible de faire sens dans cet univers absurde d'aliénation chronique et finalement de peur permanente. Car rien n'est plus anxiogène que la gestion des risques tous azimuts qui est le noyau de la bonne gouvernance, l'unique et dernière proposition idéologique globale, programme modérément mobilisateur s'il en est, et horizon bien terne pour les hommes et les femmes du XXI^e siècle.

Dans ce monde où l'offre dicte la demande, ne parle-t-on pas désormais d'offres dans tous les domaines y compris la religion, la santé et l'éducation ? La demande demeure, le désir existe encore, qui oblige à lever les yeux et le cas échéant à hausser la tête vers un ciel menaçant en apparence autant que lieu d'une possible évasion salutaire, d'une échappée, voire du salut.

Les migrations globales sonnent la fin du contrat social national fondé sur la légitimité du pouvoir des États-nations. Le changement d'échelle va provoquer un changement de nature du pouvoir dans les prochaines décennies. Dans la transition actuelle où les États tentent de récupérer un peu de légitimité politique du côté de la morale, le marché, grand corrupteur, ruine cette tentative fragile. Cette faiblesse du politique ne résiste pas aux incantations tardives sur la laïcité, ultime tentative de l'État en France, en particulier. La laïcité est d'abord un contrat entre des domaines respectifs séparés et à respecter entre les institutions religieuses et l'État national. Le champ global du débat, dont celui sur la *charia* de l'islam, montre que l'extension du champ du problème invalide le contrat national de laïcité. Dans la mesure où « menace terroriste » il y a, celle-ci ne s'analyse plus en termes nationaux et nous sommes

hélas en train de le réaliser. Le blasphème est une atteinte religieuse et morale. Il ne saurait constituer un acte politique susceptible d'être interdit. Néanmoins il porte incontestablement atteinte à la dignité des croyants et les offense indubitablement. Devant quelle instance réclamer réparation et excuses éventuelles afin d'éviter les vengeances expiratoires mortifères. L'État laïc n'est, de fait, plus en mesure d'arbitrer, pas plus que le marché vendeur de marchandises. Dans la mesure où l'altérité demeure au cœur de l'anthropologie et où les identités se vendent sur tous les marchés, la gestion et la maîtrise de cette altérité semblent bien être le problème essentiel de ce troisième millénaire. L'anthropologie ne peut pas s'y soustraire, encore moins y échapper par des lignes de fuites en forme de *narratives* et d'anecdotes néoculturalistes à l'américaine. Si les attentats aveugles font des victimes innocentes, cette innocence butte sur la responsabilité humaine dans une collectivité à réinventer. Nous sommes tous responsables.

Résumé

Cette contribution se propose d'abord de souligner l'envahissement moral du champ politique auquel s'ajoute l'envahissement de l'État par l'économie et la finance. Il en résulte une perte de dignité tant de la figure de l'État que du champ politique. Dans ce contexte s'observe un sentiment de violence et d'insécurité dans de nombreuses sociétés. Il résulte de la violence intrinsèque du marché, de la concurrence qu'elle introduit, de l'absence de solidarité qu'elle génère. Face à l'État qui rassure moins, le cadre religieux fournit un socle de sécurité et la foi devient potentiellement politique comme recours moral contre la désespérance de la société. C'est pourquoi la justice de la société ne tenant pas ses promesses s'ouvre celle d'une justice divine servie par tous les instruments de communication et de marketing. Dès lors que la soumission devient une aspiration positive, l'émancipation s'évapore. La liberté devient un fardeau, la démocratie une fausse monnaie, la laïcité l'illusion d'une croyance sans dieu.

Mots-clefs : émancipation, soumission, État, laïcité, marché.

Summary

The Failure of Politics and Secularism: From Unsuccessful Social Emancipation to Religious Submission:

This paper proposes first to emphasize the moral invasion of the political realm along with a takeover of the State by the economy and finance. The result is a loss of dignity for both the State and the political domain. In this context, one can observe a sense of violence and insecurity in many societies. At the source is the market's intrinsic violence, the competition that it introduces, and the lack of solidarity that it generates. In contrast to the State that offers less reassurance, religious order provides security, and religious belief may become politicized as a moral recourse against social despair. Thus social justice, no longer upholding its promises, opens the door to a divine justice that is well-served by the many tools of communication and marketing. Once submission has become a positive aspiration, the need for emancipation evaporates. Freedom becomes a burden, democracy a counterfeit, and secularism takes on the appearance of a godless faith.

Key-words: emancipation, submission, State, secularism, market

* * *